• (3.40 p.m.)

La seule façon de comparer à la réalité ce genre de financement psychédélique, pour employer un terme «dans le vent» vu les vents de changements qui soufflent sur l'autre côté de la Chambre, la seule façon, dis-je, c'est d'imaginer une épouse qui demande un manteau de vison à son mari et ce dernier, après l'avoir persuadée d'accepter un manteau de fouine, trouve qu'il a fait une bonne affaire. Voilà des choses que ne révèle pas un bilan financier. Si telle est la pierre angulaire de la politique financière du gouvernement, il peut sûrement se convaincre d'avoir brillamment agi aussi longtemps qu'il aura les yeux plus grands que la panse.

Je doute—et c'est avec sympathie et en toute bonne foi que je le dis—que le gouvernement puisse facilement convaincre une personne, à moins qu'elle ne soit âgée de moins de quatre ans—bien qu'il semble avoir convaincu le député de Trois-Rivières—que des augmentations de dépenses de plus de 400 millions de dollars représentent en réalité des épargnes supérieures à 80 millions. Dans ma région d'origine tout au moins, ce genre d'arithmétique suscite de sérieux doutes, et l'on finirait certainement par contester la compétence financière de ceux qui pratiquent de tels calculs. Je suis porté à croire à cette absence de compétence.

Que s'est-il passé? Le dernier rapport financier du gouvernement pour le 31 mars 1968, fin de l'année financière, indiquait un déficit d'environ 790 millions de dollars. On aurait beau faire des efforts d'imagination on ne saurait, même avec le talent du sorcier de Kingston, faire passer un déficit de 790 millions de dollars pour un excédent. Il faudra par conséquent le combler. En outre, on nous présente maintenant des dépenses supplémentaires de l'ordre de 400 millions de dollars. Il est donc facile de voir que le gouvernement se dirige avec frénésie vers son premier déficit de 1 milliard de dollars. Rien d'étonnant à ce que le premier ministre ait pris le temps, il y a quelques semaines, d'assister l'épreuve du Grand Prix canadien. Il devrait, selon moi, consacrer plus de temps à surveiller son ministre des Finances, qui est en train de nous présenter le meilleur Grand Prix fiscal de tous les temps.

Pendant ce temps, l'ancien ministre des Finances agit, en ce qui concerne le Biafra, tout comme il le faisait dans le cas des finances du Canada. On ne peut que compatir au malheur de ces gens et frémir. On a prétexté que les augmentations étaient prévues dans les lois. Qui a proposé ces lois? D'où venaient les politiques qui y étaient incorporées? D'où venait le régime d'assurance frais médicaux que le gouvernement actuel a imposé aux provinces, moyennant des frais fantastiques?

Le premier ministre a déclaré aujourd'hui, au cours de la période des questions—et je cite ses paroles—«Nous ne pouvons rompre une entente avec les provinces». Mais c'est précisément ce que son gouvernement a fait l'an dernier, ou peut-être même cette année, en renonçant au paiement de la contribution fédérale, dans le cadre des ententes sur la formation professionnelle entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux. Je ne crois pas qu'il y ait eu un seul premier ministre provincial qui n'ait pas fait savoir au premier ministre et à ses ministres de l'époque qu'il désapprouvait l'initiative du gouvernement fédéral.

Le gouvernement a maintenant le toupet de venir se lamenter sur l'énorme coût de l'assurance frais médicaux. L'ancien premier ministre a dit qu'il ne coûterait pas énormément parce que la majorité des provinces ne pourraient pas se l'offrir. L'assurance frais médicaux serait en vigueur actuellement si le gouvernement actuel avait fait quelques concessions aux provinces et avait agi comme le chef de l'opposition lui demande de le faire depuis des mois. Nous aurions un programme d'assurance-maladie que les provinces et les Canadiens en général pourraient s'offrir. Qu'est-il arrivé en Saskatchewan? Le gouvernement doit augmenter les primes et les frais modérateurs pour maintenir le programme. Voilà quel programme le gouvernement veut imposer à chacune des provinces du Canada.

En ce qui concerne les frais statutaires, ils découlent de la politique prônée par l'actuel et par le précédent gouvernement libéral, de triste mémoire, dont certains membres sont encore parmi nous. On dit maintenant: «C'est regrettable. Les coûts sont tous élevés et échappent à notre contrôle.» Si les membres du gouvernement ne peuvent contrôler ces coûts, ils n'ont qu'à démissionner et à laisser la place à ceux qui le pourraient. Prétendent-ils maintenant qu'ils ne savaient pas ce que coûterait l'assurance frais médicaux? Disent-ils qu'ils n'ont pas tenu compte de cette éventualité? Deux provinces participent présentement au régime d'assurance frais médicaux. Elles disent que les frais considérables de l'entreprise déséquilibrent leurs comptes. Toutefois, le gouvernement a déclaré solennellement à la Chambre qu'il souhaitait la participation de toutes les provinces au régime.

Il faudrait remonter à Hammourabi pour trouver des preuves d'incompétence totale aussi flagrantes que celles que nous donne ce gouvernement incertain et confus. Il attribue l'augmentation des dépenses au régime d'assistance publique du Canada. Après l'avoir présenté au son des trompettes, il dit aujourd'hui que malheureusement le régime coûte trop cher. Certes, il coûte beaucoup, car